

VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS : DES FRANÇAIS INDIGNES MAIS ENCORE

MAL INFORMES, [Elabe](#) – novembre 2020

Enfance et partage

En partenariat avec l'association Enfance et Partage et à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, voici les résultats de notre étude sur les Français et les violences envers les enfants. Enfance et Partage agit pour que chaque enfant soit protégé par sa famille et par la société afin de préserver son devenir d'adulte. Elabe a réalisé cette étude dans le cadre d'un mécénat de compétences.

Les violences faites aux enfants, un sujet relativement bien défini par les Français et qui suscite leur indignation

Les violences faites aux enfants constituent la première cause d'indignation des Français : Elle est citée par 34 % d'entre eux et occupe la première place devant d'autres problèmes structurels de la société française (violences, pollutions, discriminations, inégalités...). L'indignation (48 %) ainsi que les formes de violences endurées par les enfants maltraités (69 %) sont d'ailleurs les premières réactions spontanées des Français lorsqu'ils entendent les mots « violences faites aux enfants ».

Les violences faites aux enfants sont un sujet plutôt bien défini par les Français

Si pour décrire les actes dont il est question, les Français évoquent, de manière spontanée, très majoritairement des violences physiques (76 %), 49 % mentionnent aussi des violences psychologiques. Quand ils se représentent les auteurs de ces actes violents sur des enfants, les Français pensent davantage à un adulte (49 %) qu'à un mineur (1 %), à une personne issue de l'entourage immédiat, familial de l'enfant (44 %) qu'à une personne hors du cercle familial, éloignée voire inconnue de l'enfant (3 %). Les Français sont un peu plus nombreux à se représenter un homme (31 %) qu'une femme (2 %) et un peu plus une personne issue d'un milieu social défavorisé (21 %) que d'un milieu social aisé (3 %), même si dans l'ensemble ils sont conscients que ces violences peuvent aussi bien être commises par un homme que par une femme (66%) et qu'aucun milieu social (74 %) n'est réellement épargné par ce problème. En outre, les signes permettant d'identifier un enfant victime de violences sont plutôt bien connus : hématomes et plaies (87 %), repli sur soi, mutisme (81%), état de tristesse, pleurs fréquents (75 %), le comportement violent d'un enfant (63 %)...

Cependant, au-delà de cette connaissance assez précise des signes permettant d'identifier une victime de violences, une réticence à donner l'alerte demeure

61 % des Français attendent d'être absolument sûrs, preuves à l'appui, pour alerter les autorités compétentes, ce qui les conduit donc à s'abstenir en cas de doute. Les jeunes de 18-24 ans ont davantage tendance à attendre d'être sûrs pour donner l'alerte (73 %) que les autres catégories d'âge. De plus, les personnes issues de catégories populaires (67 %), une fois confrontées à ce problème, attendraient un peu plus que les catégories sociales supérieures (55 %) pour signaler un cas de maltraitance, même si, dans les deux cas, une majorité ne donnerait pas l'alerte immédiatement.

Dans ce cadre, seuls 19 % estiment avoir été confrontés à un cas de maltraitance infantile ces dernières années.

Des moyens d'alerte et des acteurs relativement peu connus de la majorité des Français

La volonté d'agir des citoyens pour protéger les enfants se heurte également à leur méconnaissance des moyens d'alerte : 62 % des Français ne savent pas quel numéro contacter pour signaler un cas de violence sur un enfant.

Seuls 16 % connaissent le 119. Les autorités compétentes en la matière sont inégalement identifiées : 67 % des Français pensent en premier aux forces de l'ordre (police, gendarmerie, brigade de protection des mineurs) pour signaler un cas de violence sur un enfant, devant les services sociaux (21 %). Seuls 3 % des Français pensent spontanément aux associations spécialisées et, pour cause, huit français sur dix déclarent ne pas bien connaître les associations de lutte contre les violences envers les enfants. Cette méconnaissance des acteurs en responsabilité laisse à penser à une majorité des Français (71%) que ces derniers ne disposent pas de suffisamment de moyens (financiers, matériels, humains) pour mener à bien leur mission et sont insuffisamment soutenus par les pouvoirs publics (58 %).

Au final, le sentiment d'un sujet tabou et sur lequel les Français se sentent mal informés

Aux yeux des Français, cette cause doit mobiliser tous les acteurs : Pour eux, la lutte contre ce problème relève de la responsabilité de tous. Ainsi, 97 % des Français estiment que tout le monde a un rôle à jouer pour lutter contre les violences faites aux enfants.

Mais pour 67 % des Français il s'agit encore d'un sujet tabou. Dans les faits, 40 % des parents n'ont pas évoqué ce sujet avec leurs enfants, dont 61 % d'hommes.

Globalement, les Français font le constat d'un déficit d'information sur le sujet : 65 % d'entre eux ont le sentiment que le sujet n'est pas assez abordé dans les médias. Et près de sept Français sur dix (68 %) ne se sentent pas suffisamment informés pour pouvoir agir. Parmi ces derniers, les femmes (74 %), les 35-49 ans (74 %) et les catégories populaires (79 %) partagent plus fortement ce sentiment de manquer d'information. De plus, les efforts de mobilisation des acteurs de l'écosystème autour de ce sujet pendant le premier confinement n'ont eu que peu d'échos auprès des Français puisque seuls 23 % en ont davantage entendu parler contre 76 % qui n'en ont pas entendu davantage parler pendant cette période. Enfin, l'engagement de Brigitte Macron pour cette cause reste encore méconnu de la majorité des Français (56 %).

Methodologie

Echantillon de 1 006 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Mode de recueil : interrogation par Internet. Dates du terrain : interrogation du 20 au 21 octobre 2020.